

# Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 16 avril 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

## Communiqués

---

<b>Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, février 2014</b>	2
Les investissements étrangers en titres canadiens ont progressé de 6,1 milliards de dollars en février et étaient concentrés dans les instruments de sociétés. Les achats canadiens de titres étrangers ont affiché une progression similaire de 6,0 milliards de dollars.	
<b>Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, premier trimestre de 2014</b>	6
L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels s'est chiffré à 12,9 milliards de dollars au premier trimestre, soit 0,6 % de moins qu'au trimestre précédent. Ce recul a fait suite à deux hausses trimestrielles consécutives et a été en grande partie attribuable à une baisse des dépenses en construction d'immeubles industriels et institutionnels.	
Rapports sur la santé, avril 2014	11
Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : petits aéroports, décembre 2013	13
Blogue de StatCan, avril 2014	14
Enquête mensuelle sur les grands détaillants, février 2014	15
Enquête sur les voyages des résidents du Canada, premier trimestre de 2013	16
Profil de la santé, 2011	17
<b>Nouveaux produits et études</b>	18

---



## Communiqués

### Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, février 2014

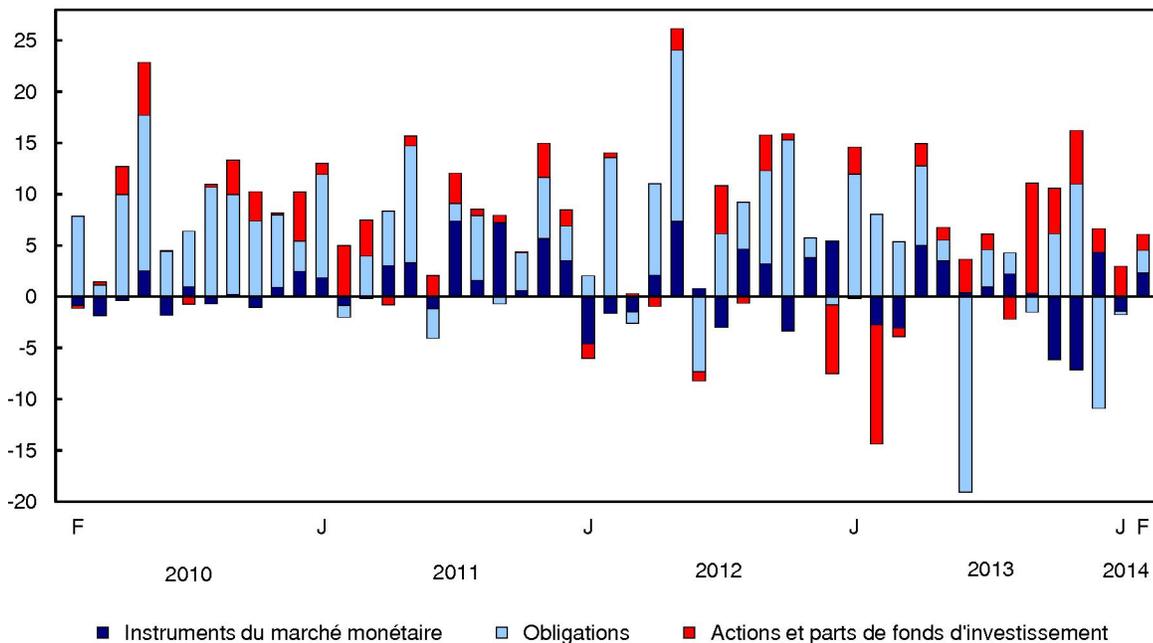
Les investissements étrangers en titres canadiens ont progressé de 6,1 milliards de dollars en février et étaient concentrés dans les instruments de sociétés. Les achats canadiens de titres étrangers ont affiché une progression similaire de 6,0 milliards de dollars.

#### Les investissements étrangers en titres canadiens sont concentrés dans les titres d'emprunt de sociétés et les actions

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 6,1 milliards de dollars de titres canadiens en février, le plus gros investissement de ce genre en trois mois. Cette activité était dominée par des achats étrangers de 4,5 milliards de dollars de titres d'emprunt canadiens, répartis entre les instruments à court et à long termes.

**Graphique 1**  
**Investissements étrangers en titres canadiens**

milliards de dollars



Les non-résidents ont acquis pour 2,2 milliards de dollars d'obligations canadiennes, après deux mois consécutifs de désinvestissement. Cette activité était dominée par des achats de 3,9 milliards de dollars d'obligations d'entreprises publiques fédérales, le plus gros investissement depuis mai 2009. Les investisseurs étrangers ont également ajouté des obligations des administrations publiques provinciales à leurs portefeuilles, mais ils ont réduit leurs avoirs en obligations de l'administration publique fédérale au moyen de remboursements et de ventes sur le marché secondaire.

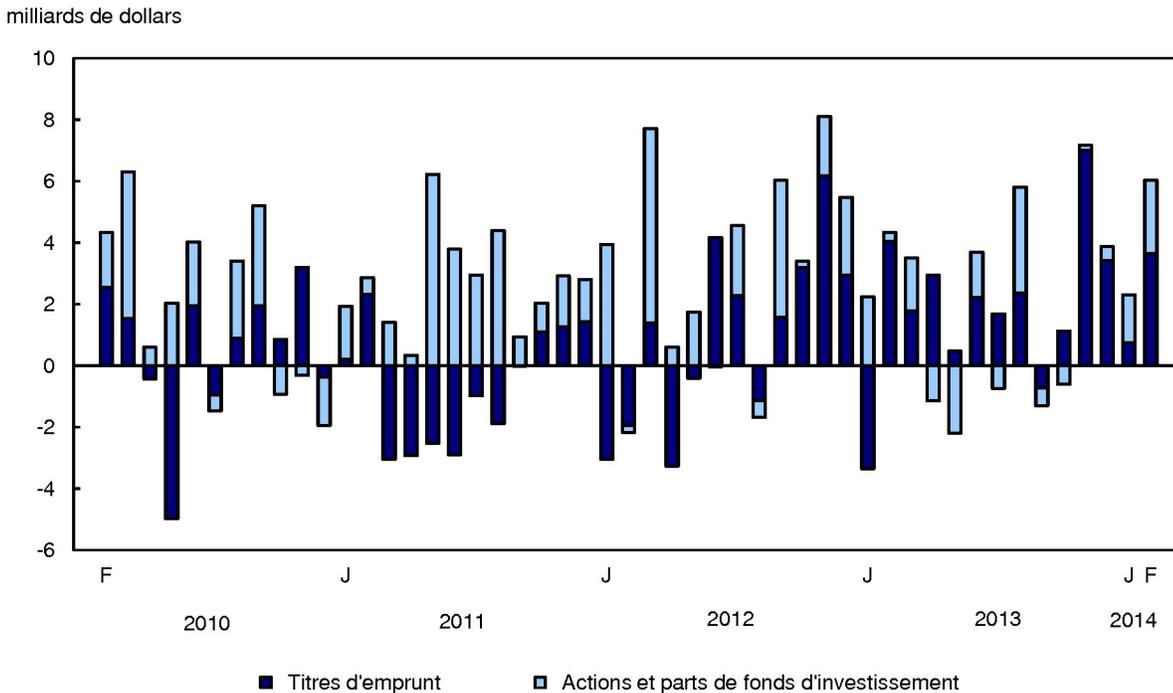
Les investissements étrangers dans le marché monétaire canadien se sont chiffrés à 2,3 milliards de dollars en février et étaient répartis dans les instruments de tous les secteurs, sauf l'administration publique fédérale. Les non-résidents ont maintenant vendu des effets du gouvernement fédéral pour un cinquième mois d'affilée, sous l'effet de la réduction soutenue de l'encours total de ces instruments pendant cette période.

Les investisseurs étrangers ont continué d'injecter des fonds dans le marché boursier canadien en février, en achetant pour 1,6 milliard de dollars d'actions. Il s'agissait du sixième mois d'affilée d'investissement dans ces instruments, une période pendant laquelle les non-résidents ont accru leurs avoirs de 27,2 milliards de dollars. Le cours des actions canadiennes a augmenté pour un huitième mois consécutif en février, pour atteindre leur niveau le plus élevé depuis juin 2008. Le dollar canadien s'est apprécié par rapport à la devise américaine pour la première fois en cinq mois, en hausse de moins d'un cent américain à la fin de février.

### Les investissements canadiens en titres étrangers se renforcent

Les investisseurs canadiens ont acquis pour 6,0 milliards de dollars de titres étrangers en février, ce qui constituait le cinquième mois consécutif d'investissement de ce genre. Les achats au cours du mois ciblaient un large éventail de titres étrangers, surtout des obligations. Les investissements canadiens en obligations étrangères ont crû pour atteindre 2,7 milliards de dollars, surtout des instruments libellés en devises étrangères. Les achats canadiens d'instruments du marché monétaire étrangers ont été de 938 millions de dollars et ont reflété le plus important investissement dans les bons du Trésor américain depuis octobre 2010. Les taux d'intérêt à long terme aux États-Unis ont diminué, mais les taux d'intérêt à court terme ont légèrement augmenté en février.

**Graphique 2**  
**Investissements canadiens en titres étrangers**



Les achats canadiens d'actions étrangères se sont chiffrés à 2,4 milliards de dollars en février, surtout des actions étrangères non américaines. Les principaux marchés boursiers étrangers étaient en hausse pendant le mois, le marché boursier américain clôturant à un sommet inégalé.

## Note aux lecteurs

Les séries de données sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions et parts de fonds d'investissement, en obligations et en instruments du marché monétaire, tant pour les émissions canadiennes qu'étrangères. Cette activité exclut les transactions en actions et en instruments d'emprunt entre entreprises affiliées, celles-ci étant classées comme investissement direct étranger dans les comptes internationaux.

Les actions et parts de fonds d'investissement comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les unités/parts de fonds d'investissement.

Les titres d'emprunt comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.

Les obligations ont une échéance initiale de plus d'une année.

Les instruments du marché monétaire ont une échéance initiale d'une année ou moins.

Les effets du gouvernement du Canada englobent les bons du Trésor et les billets du gouvernement du Canada, ces derniers étant libellés en dollars américains.

À moins d'avis contraire, toutes les valeurs figurant dans le présent communiqué correspondent à des opérations nettes.

**Tableau 1**  
**Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières**

	Décembre 2013	Janvier 2014	Février 2014	Janvier à février 2013 <sup>1</sup>	Janvier à février 2014 <sup>1</sup>
	millions de dollars				
<b>Investissements étrangers en titres canadiens</b>	<b>-4 281</b>	<b>1 222</b>	<b>6 078</b>	<b>8 087</b>	<b>7 300</b>
Titres d'emprunt	-6 590	-1 751	4 507	17 070	2 756
Instruments du marché monétaire	4 322	-1 420	2 327	-2 931	907
Administrations publiques	2 620	-3 549	917	-4 811	-2 632
Administration publique fédérale	-2 146	-1 739	-40	-5 974	-1 779
Autres administrations publiques	4 767	-1 810	957	1 163	-854
Sociétés	1 702	2 129	1 410	1 880	3 539
Entreprises publiques	269	-79	1 036	-112	958
Sociétés privées	1 432	2 207	374	1 991	2 581
Obligations	-10 912	-331	2 180	20 001	1 849
Administrations publiques	-7 976	79	-2 039	6 655	-1 960
Administration publique fédérale	-6 554	133	-3 586	3 250	-3 453
Autres administrations publiques	-1 422	-54	1 547	3 405	1 494
Sociétés	-2 936	-410	4 219	13 345	3 809
Entreprises publiques	-1 311	2 319	3 941	5 399	6 259
Sociétés privées	-1 625	-2 729	278	7 946	-2 451
Actions et parts de fonds d'investissement	2 309	2 973	1 571	-8 982	4 544
<b>Investissements canadiens en titres étrangers</b>	<b>3 876</b>	<b>2 306</b>	<b>6 032</b>	<b>3 230</b>	<b>8 338</b>
Titres d'emprunt	3 417	751	3 654	703	4 405
Instruments du marché monétaire	287	-742	938	244	196
Obligations	3 130	1 494	2 716	459	4 209
Actions et parts de fonds d'investissement	459	1 555	2 378	2 527	3 932

1. Transactions cumulées.

**Note(s) :** Dans ce tableau, une valeur positive indique une augmentation de l'investissement et une valeur négative indique une diminution de l'investissement. Les transactions sont enregistrées sur une base nette. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

---

**Données offertes dans CANSIM : tableaux 376-0131 à 376-0138, 376-0145 et 376-0146.**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 1535.**

Les données de mars sur les opérations internationales du Canada en valeurs mobilières seront diffusées le 16 mai.

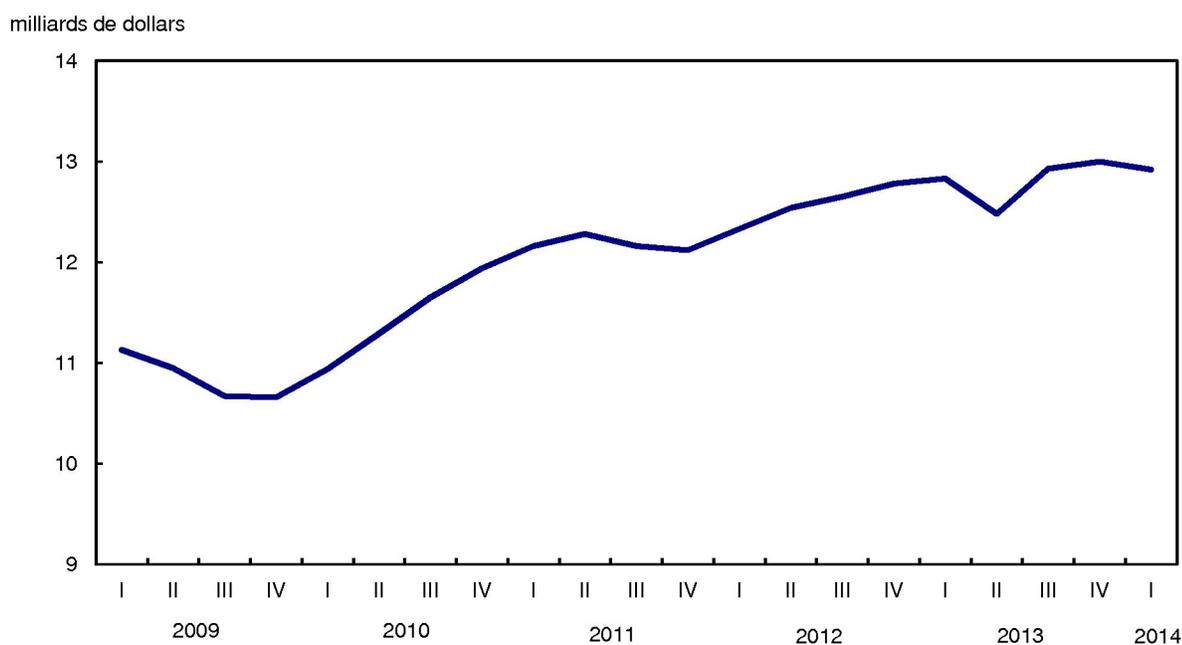
Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Simard au 613-951-1864 ([eric.simard@statcan.gc.ca](mailto:eric.simard@statcan.gc.ca)), Division du commerce et des comptes internationaux.

## Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, premier trimestre de 2014

L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels s'est chiffré à 12,9 milliards de dollars au premier trimestre, soit 0,6 % de moins qu'au trimestre précédent. Ce recul a fait suite à deux hausses trimestrielles consécutives et a été en grande partie attribuable à une baisse des dépenses en construction d'immeubles industriels et institutionnels.

### Graphique 1 Investissements en construction de bâtiments non résidentiels



**Note(s)** : Les données sont désaisonnalisées.

L'investissement a diminué dans cinq provinces au premier trimestre. Les baisses les plus marquées ont été observées au Québec et en Colombie-Britannique. Au Québec, l'investissement a fléchi dans les composantes commerciale et industrielle, tandis qu'en Colombie-Britannique, il a diminué dans les composantes industrielle, commerciale et institutionnelle.

En revanche, l'Ontario, l'Alberta et la Saskatchewan ont enregistré les hausses les plus élevées au premier trimestre, principalement en raison de l'augmentation des dépenses dans les projets de construction commerciale.

### Régions métropolitaines de recensement

L'investissement a fléchi dans 21 des 34 régions métropolitaines de recensement au premier trimestre. Les plus fortes baisses ont été observées à Montréal, à London et à Vancouver. À Montréal, le recul a été attribuable à la diminution des investissements dans des immeubles commerciaux et industriels, tandis qu'à London et à Vancouver, l'investissement a diminué dans chacune des trois composantes.

Toronto a enregistré la hausse la plus prononcée au premier trimestre, l'investissement ayant progressé de 4,3 % pour s'établir à 2,5 milliards de dollars. L'augmentation s'explique par l'accroissement des dépenses dans les composantes commerciale et industrielle.

## Composante commerciale

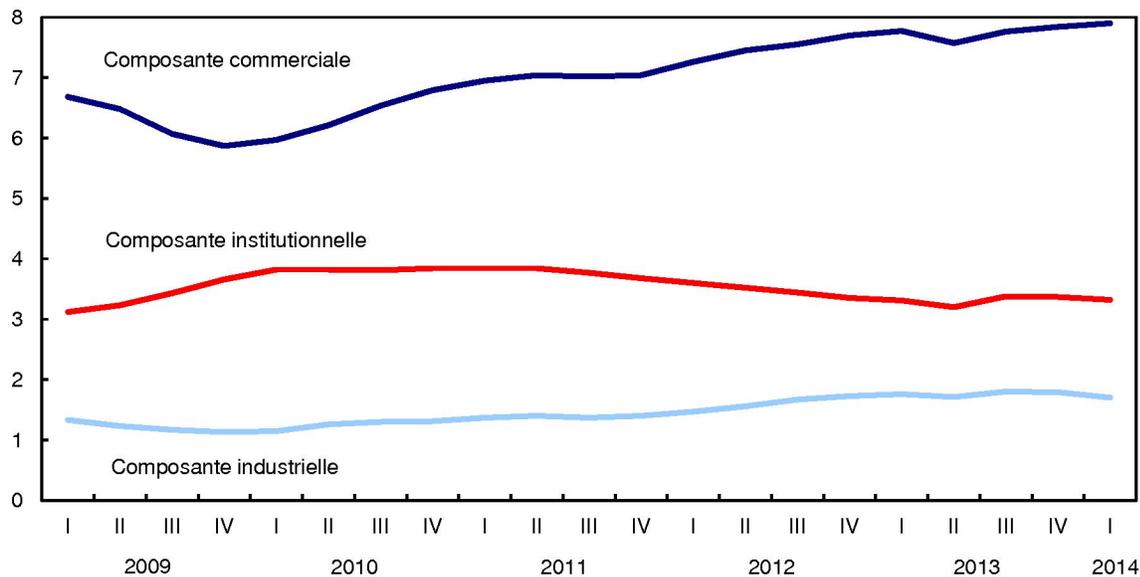
Les dépenses en construction de bâtiments commerciaux ont crû dans cinq provinces, en hausse de 0,8 % pour s'établir à 7,9 milliards de dollars au premier trimestre. Il s'agit du troisième trimestre consécutif de croissance, laquelle a été principalement attribuable à l'augmentation des dépenses en construction d'immeubles à bureaux et d'installations de loisirs.

L'Ontario a été de loin la province qui a le plus contribué à la croissance de l'investissement commercial, suivi de l'Alberta. En Ontario, l'investissement a augmenté de 5,0 % pour s'établir à 3,0 milliards de dollars, surtout en raison des dépenses plus élevées dans les immeubles à bureaux. En Alberta, l'investissement commercial s'est accru de 3,0 % pour atteindre 1,9 milliard de dollars, soit un deuxième trimestre consécutif de croissance. Les hausses enregistrées en Alberta ont été principalement attribuables à l'augmentation des dépenses en construction d'immeubles à bureaux, de magasins de détail et de gros, et d'hôtels.

En revanche, les plus fortes baisses ont été observées au Québec, où l'investissement a reculé de 7,2 % pour s'établir à 1,4 milliard de dollars, en raison de la diminution des dépenses dans plusieurs catégories de bâtiments commerciaux.

## Graphique 2 Composantes commerciale, institutionnelle et industrielle

milliards de dollars



Note(s) : Les données sont désaisonnalisées.

## Composante institutionnelle

Dans la composante institutionnelle, l'investissement a fléchi dans huit provinces, en baisse de 1,6 % pour s'établir à 3,3 milliards de dollars au premier trimestre.

La plus forte baisse a été inscrite en Ontario, où l'investissement a diminué de 5,3 % pour s'établir à 1,3 milliard de dollars, ce qui représente une neuvième baisse trimestrielle consécutive. La baisse a été principalement attribuable à la réduction des dépenses en construction d'établissements d'enseignement et, dans une moindre mesure, d'immeubles gouvernementaux et d'établissements de soins infirmiers.

En revanche, le Québec et le Nouveau-Brunswick ont enregistré des hausses au premier trimestre, surtout en raison de l'accroissement des dépenses en construction d'établissements de soins de santé.

## Composante industrielle

L'investissement dans la composante industrielle a diminué de 5,4 % pour se fixer à 1,7 milliard de dollars au premier trimestre. Cette baisse a été principalement le résultat d'une diminution des dépenses en construction de bâtiments rattachés à l'entretien et de bâtiments liés au secteur primaire.

Dans l'ensemble, six provinces ont affiché des reculs dans la composante industrielle. Les baisses les plus marquées ont été inscrites au Québec et en Alberta, surtout en raison de la diminution des dépenses dans les bâtiments rattachés à l'entretien.

La plus forte hausse a été notée à Terre-Neuve-et-Labrador, suivie de la Saskatchewan. À Terre-Neuve-et-Labrador, l'investissement a augmenté de 29,1 % pour atteindre 22 millions de dollars, surtout en raison de l'accroissement des dépenses en construction de bâtiments liés à l'entretien et aux services publics. En Saskatchewan, l'investissement a progressé de 6,9 % pour se fixer à 69 millions de dollars. Il s'agit de la quatrième hausse trimestrielle consécutive, laquelle a été principalement attribuable à l'augmentation des dépenses en construction de bâtiments rattachés aux services publics.

### Note aux lecteurs

*À moins d'avis contraire, toutes les données qui figurent dans le présent communiqué sont désaisonnalisées et sont exprimées en dollars courants, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé « La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques ».*

*L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels exclut les travaux de génie (par exemple les routes, les égouts, les ponts ainsi que les oléoducs et les gazoducs). Ces données proviennent de l'Enquête sur les permis de bâtir, menée auprès des municipalités et visant à recueillir des renseignements sur les intentions de construction.*

*Des modèles de mise en place sont attribués pour chaque type de structure (industriel, commercial et institutionnel). Ces modèles de mise en place servent à répartir la valeur des permis de bâtir selon la durée des travaux. Les modèles diffèrent selon la valeur du projet de construction, car un projet de plusieurs millions de dollars prendra généralement plus de temps à être achevé qu'un projet d'une centaine de milliers de dollars.*

*De plus, les données de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et en réparations sont utilisées comme source de données complémentaire pour élaborer cette série d'investissements. Les données de l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels tiennent également compte des valeurs repères d'investissement des bâtiments non résidentiels du Système de comptabilité nationale de Statistique Canada.*

*Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Ottawa et la partie Gatineau.*

**Tableau 1**  
**Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, selon le type de bâtiments, par province et territoire – Données désaisonnalisées**

	Premier trimestre de 2013	Quatrième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014	Quatrième trimestre de 2013 au premier trimestre de 2014	Premier trimestre de 2013 au premier trimestre de 2014
	millions de dollars			variation en %	
<b>Canada</b>	<b>12 834</b>	<b>13 001</b>	<b>12 919</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,7</b>
<b>Industriel</b>	<b>1 758</b>	<b>1 792</b>	<b>1 696</b>	<b>-5,4</b>	<b>-3,6</b>
<b>Commercial</b>	<b>7 766</b>	<b>7 836</b>	<b>7 903</b>	<b>0,8</b>	<b>1,8</b>
<b>Institutionnel</b>	<b>3 309</b>	<b>3 373</b>	<b>3 321</b>	<b>-1,6</b>	<b>0,3</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	204	123	116	-5,8	-43,3
Industriel	42	17	22	29,1	-48,1
Commercial	127	83	71	-14,3	-44,5
Institutionnel	35	23	23	-1,3	-33,2
Île-du-Prince-Édouard	32	37	37	1,6	14,7
Industriel	4	5	6	12,1	58,1
Commercial	20	16	17	6,0	-15,9
Institutionnel	9	15	14	-6,6	64,8
Nouvelle-Écosse	195	196	182	-7,4	-6,6
Industriel	17	18	17	-4,6	2,9
Commercial	134	130	116	-10,5	-13,3
Institutionnel	44	49	49	-0,2	10,0
Nouveau-Brunswick	157	187	202	7,7	28,3
Industriel	9	10	11	3,0	16,7
Commercial	81	67	71	5,6	-11,9
Institutionnel	68	110	120	9,4	77,7
Québec	2 443	2 691	2 533	-5,9	3,7
Industriel	373	409	341	-16,6	-8,6
Commercial	1 384	1 527	1 417	-7,2	2,4
Institutionnel	686	755	775	2,6	12,9
Ontario	5 001	4 825	4 894	1,4	-2,1
Industriel	620	607	602	-0,7	-2,9
Commercial	2 873	2 875	3 019	5,0	5,1
Institutionnel	1 507	1 344	1 273	-5,3	-15,5
Manitoba	371	401	398	-1,0	7,1
Industriel	64	64	66	2,1	2,0
Commercial	192	209	205	-1,5	7,2
Institutionnel	115	129	127	-1,6	10,0
Saskatchewan	458	444	466	4,9	1,7
Industriel	51	65	69	6,9	35,2
Commercial	272	227	249	9,6	-8,6
Institutionnel	135	153	148	-3,0	9,8
Alberta	2 449	2 628	2 657	1,1	8,5
Industriel	371	416	395	-4,9	6,7
Commercial	1 744	1 804	1 858	3,0	6,5
Institutionnel	334	408	403	-1,1	20,7
Colombie-Britannique	1 478	1 399	1 361	-2,7	-7,9
Industriel	203	174	158	-9,2	-21,8
Commercial	906	855	836	-2,3	-7,7
Institutionnel	369	369	367	-0,6	-0,6
Yukon	12	9	12	28,8	0,6
Industriel	3	2	3	32,3	-19,2
Commercial	4	5	7	37,3	68,4
Institutionnel	5	2	3	8,3	-44,9
Territoires du Nord-Ouest	9	22	21	-2,6	132,9
Industriel	0	1	2	172,7	685,1
Commercial	6	11	8	-24,7	28,6
Institutionnel	2	10	10	6,3	342,8
Nunavut	24	39	41	5,0	72,6
Industriel	0	3	3	-8,1	447,9
Commercial	23	29	29	0,9	29,4
Institutionnel	0	7	9	27,4	...

... n'ayant pas lieu de figurer

**Note(s) :** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

**Tableau 2**  
**Investissement en construction de bâtiments non résidentiels selon la région métropolitaine de recensement<sup>1</sup> – Données désaisonnalisées**

	Premier trimestre de 2013	Quatrième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014	Quatrième trimestre de 2013 au premier trimestre de 2014	Premier trimestre de 2013 au premier trimestre de 2014
	millions de dollars			variation en %	
<b>Total, région métropolitaine de recensement</b>	<b>9 808</b>	<b>9 823</b>	<b>9 793</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,2</b>
St. John's	115	75	74	-0,8	-35,3
Halifax	129	129	116	-10,2	-10,1
Moncton	52	76	78	3,4	49,6
Saint John	23	13	17	28,0	-25,2
Saguenay	41	49	41	-16,8	-1,2
Québec	281	320	302	-5,7	7,5
Sherbrooke	73	86	67	-22,3	-8,1
Trois-Rivières	54	40	40	-0,2	-25,8
Montréal	1 362	1 488	1 418	-4,7	4,1
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	558	590	614	4,2	10,1
Partie Gatineau	90	95	91	-4,3	1,2
Partie Ottawa	468	494	523	5,8	11,8
Kingston	51	53	66	23,9	30,2
Peterborough	26	24	20	-16,1	-21,7
Oshawa	129	108	98	-9,4	-24,0
Toronto	2 505	2 390	2 492	4,3	-0,5
Hamilton	320	340	325	-4,3	1,5
St. Catharines–Niagara	83	119	132	10,8	58,5
Kitchener–Cambridge–Waterloo	200	178	168	-5,6	-16,1
Brantford	34	38	36	-5,3	6,4
Guelph	54	68	63	-7,9	16,3
London	223	152	119	-22,0	-46,7
Windsor	121	89	81	-9,2	-32,8
Barrie	47	39	51	31,4	8,4
Grand Sudbury	43	63	57	-8,3	34,9
Thunder Bay	36	43	44	0,2	21,2
Winnipeg	253	305	297	-2,6	17,2
Regina	131	107	113	4,7	-14,3
Saskatoon	168	187	194	3,9	15,7
Calgary	925	974	973	-0,1	5,2
Edmonton	694	628	672	7,1	-3,1
Kelowna	50	60	69	16,5	39,2
Abbotsford–Mission	44	33	25	-24,4	-43,2
Vancouver	899	860	831	-3,4	-7,6
Victoria	86	98	101	2,2	16,5

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.  
**Note(s)** : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

**Données offertes dans CANSIM : tableau 026-0016.**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5014.**

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mahamat Hamit-Haggat au 613-951-0862, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

---

## Rapports sur la santé, avril 2014

### Tendances des frais de soins de santé non remboursés au Canada, selon le revenu du ménage, de 1997 à 2009

De nombreux ménages canadiens déclarent des dépenses au chapitre de services et de produits de soins de santé qui ne sont pas couverts par les régimes de santé publics. Quel que soit le revenu du ménage, les frais de soins de santé non remboursés des Canadiens ont augmenté de 1997 à 2009. Cependant, ce sont les ménages du quintile de revenu le plus faible qui ont connu la plus forte croissance à ce chapitre.

Selon une nouvelle étude publiée dans *Rapports sur la santé*, au cours de cette période, les ménages du quintile de revenu le plus faible ont vu leurs frais de soins de santé non remboursés augmenter de 63 %. Pour les ménages des quintiles de revenu supérieurs, les hausses observées variaient de 36 % à 48 %.

En 2009, les frais de soins de santé non remboursés des ménages du quintile de revenu supérieur s'établissaient, en moyenne, à près de 3 000 \$, comparativement à environ 1 000 \$ pour les ménages du quintile inférieur.

Toutefois, en pourcentage du revenu après impôt, les dépenses étaient les plus élevées pour les ménages ayant un faible revenu. En 2009, les frais de soins de santé non remboursés représentaient 5,7 % du total du revenu après impôt des ménages se trouvant à l'extrémité inférieure de la répartition du revenu, comparativement à 2,6 % pour les ménages se trouvant à l'extrémité supérieure.

Les ménages ayant un faible revenu étaient plus susceptibles que les ménages ayant un revenu élevé de consacrer plus de 5 % de leur revenu après impôt aux services de soins de santé. En 2009, près de 40 % des ménages des deux quintiles de revenu inférieurs ont déclaré consacrer ce pourcentage de leur revenu aux frais de soins de santé non remboursés, comparativement à 14 % des ménages se trouvant à l'extrémité supérieure de la répartition du revenu.

Au cours de la période allant de 1997 à 2009, les trois principales composantes des frais de soins de santé non remboursés étaient les soins dentaires, les médicaments sur ordonnance et les primes d'assurance. En 2009, les dépenses des ménages dans ces catégories se chiffraient, en moyenne, à 380 \$ (les soins dentaires), à 320 \$ (les médicaments) et à 650 \$ (les primes d'assurance).

Les montants de ces dépenses variaient selon le revenu du ménage. Par exemple, en 2009, les ménages ayant un faible revenu ont dépensé davantage en médicaments sur ordonnance que les ménages ayant un revenu élevé. Par ailleurs, les ménages ayant les plus faibles revenus ont dépensé davantage en médicaments sur ordonnance qu'en primes d'assurance ou en soins dentaires. Dans le cas des ménages ayant un revenu élevé, les assurances représentaient la principale catégorie de frais de soins de santé non remboursés, suivies des soins dentaires.

### Note aux lecteurs

On a utilisé les estimations tirées de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) pour examiner les frais de soins de santé non remboursés selon le revenu du ménage dans les 10 provinces, pour la période allant de 1997 à 2009.

L'EDM recueille des données sur les dépenses des ménages au chapitre d'une gamme de services et de produits, y compris ceux liés aux soins de santé. La population cible est celle des ménages privés. L'EDM exclut les résidents d'établissements, les membres des Forces canadiennes vivant dans les bases militaires, les personnes logeant en permanence à l'hôtel ou dans une maison de chambres et les habitants des réserves indiennes. L'enquête porte sur près de 98 % de la population des 10 provinces.

La présente étude repose sur l'analyse des données de l'EDM recueillies aux deux ans, de 1997 à 2009. Les taux de réponse variaient de 64,5 % (2009) à 76,0 % (1997). L'analyse excluait les ménages ayant déclaré un revenu après impôt non positif ou inférieur aux dépenses totales en soins de santé.

Les dépenses totales en soins de santé comprennent les dépenses directes et les primes d'assurance pour une gamme de produits et de services, y compris les soins dentaires, les soins oculaires et les médicaments délivrés sur ordonnance. Les dépenses directes sont définies comme étant celles non couvertes par l'assurance, comme les exclusions, les franchises et les sommes qui dépassent le montant admissible, et ne comprennent pas les paiements qui ont été ou seront remboursés au ménage. Les dépenses d'assurance comprennent les primes des régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation, d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments, celles des régimes privés d'assurance-maladie, celles des régimes d'assurance-soins dentaires (polices distinctes) et celles des régimes d'assurance-accident ou d'assurance-invalidité.

L'article intitulé « Tendances des frais de soins de santé non remboursés au Canada, selon le revenu du ménage, de 1997 à 2009 » peut être consulté dans le numéro en ligne d'avril 2014 de *Rapports sur la santé*, vol. 25, n° 4 (82-003-X), lequel est accessible à partir du module *Parcourir par ressource clé* de notre site Web, sous l'onglet *Publications*.

Ce numéro de *Rapports sur la santé* contient un autre article, intitulé « Obstacles perçus à l'obtention de soins primaires chez les Canadiens de l'Ouest atteints de maladies chroniques ».

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données de ces articles, communiquez avec Claudia Sanmartin au 613-951-6059 (claudia.sanmartin@statcan.gc.ca), Division de l'analyse de la santé.

Pour obtenir des renseignements sur la publication *Rapports sur la santé*, communiquez avec Janice Felman au 613-951-6446 (janice.felman@statcan.gc.ca), Division de l'analyse de la santé.

---

## Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : petits aéroports, décembre 2013

En décembre, 131 aéroports sans tours de contrôle de la circulation aérienne ont déclaré 35 758 mouvements (décollages et atterrissages). Les aéroports les plus actifs ont été Moosonee, Ontario (2 737 mouvements) et Goose Bay, Terre-Neuve-et-Labrador (2 211 mouvements).

### **Note aux lecteurs**

Les données de décembre 2012 ont été révisées.

**Données offertes dans CANSIM : tableaux 401-0021 et 401-0022.**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2715.**

Le numéro de décembre 2013 de la publication *Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : aéroports sans tours de contrôle de la circulation aérienne (TP 141) (51-008-X)* est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*. Ce rapport, qui présente des statistiques mensuelles pour les aéroports canadiens sans tours de contrôle de la circulation aérienne ou de stations d'information de vol de NAV CANADA, est une publication diffusée conjointement par Statistique Canada et Transports Canada.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

---

## Blogue de StatCan, avril 2014

### La définition de la qualité

Statistique Canada produit des estimations pour une multitude de marchandises, d'indices et d'autres mesures.

Mais, tout comme ces données sont importantes, la qualité du travail accompli pour les produire l'est aussi.

L'édition d'avril du [Blogue de StatCan](#) se penche sur le travail que fait le Secrétariat de la qualité de Statistique Canada, un groupe dont le mandat est de promouvoir et de soutenir les pratiques d'assurance de la qualité à chaque phase du processus statistique.

L'organisme se fonde sur des concepts fondamentaux liés à l'« adaptation des données à leur utilisation ». Ces concepts — soit la pertinence, l'exactitude, l'actualité, l'accessibilité, l'intelligibilité et la cohérence — sont pondérés et équilibrés pour créer un produit qui supportera un examen approfondi tant aujourd'hui qu'à l'avenir.

Ce travail s'effectue dans un contexte où l'information, disponible en formats illimités, se transmet à une vitesse accélérée et où les utilisateurs sont de plus en plus sophistiqués.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Penny Stuart au 613-951-2005 ([penny.stuart@statcan.gc.ca](mailto:penny.stuart@statcan.gc.ca)).

---

## Enquête mensuelle sur les grands détaillants, février 2014

Il est maintenant possible de consulter les données de février de l'Enquête mensuelle sur les grands détaillants.

### **Note aux lecteurs**

*Les données mensuelles non désaisonnalisées ont été révisées rétroactivement à janvier 2013. Les révisions tiennent compte des déclarations tardives et de la correction des données des répondants.*

**Données offertes dans CANSIM : tableau 080-0009.**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5027.**

Il est également possible de consulter un [tableau de données](#) à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

---

## Enquête sur les voyages des résidents du Canada, premier trimestre de 2013

Il est maintenant possible de consulter les données du premier trimestre de 2013 portant sur les voyages intérieurs de l'Enquête sur les voyages des résidents du Canada.

### **Note aux lecteurs**

*L'Enquête sur les voyages des résidents du Canada a été remaniée en 2011. La portée de l'enquête est plus large et permet de recueillir plus de voyages. Également, sa nouvelle conception rend la déclaration des voyages plus facile. Ces changements contribuent à l'augmentation des estimations de l'enquête par rapport aux années précédentes. Cela crée un bris dans les séries chronologiques du tourisme intérieur.*

*Un document plus exhaustif expliquant les [différences entre l'Enquête sur les voyages des résidents du Canada remaniée de 2011 et l'enquête de 2010](#) est offert sur notre site Web.*

### **Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3810.**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

---

## Profil de la santé, 2011

Le [Profil de la santé](#) a été mis à jour pour inclure des onglets donnant accès aux renseignements du Recensement de la population de 2011 et de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 par région sociosanitaire et par région métropolitaine de recensement.

**Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 3901 et 5178.**

La publication *Profil de la santé*, n° 1 (82-228-X), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

---

## Nouveaux produits et études

---

### Nouveaux produits

**Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : aéroports sans tours de contrôle de la circulation aérienne (TP 141), décembre 2013**  
Numéro au catalogue 51-008-X (HTML | PDF)

**Rapports sur la santé, vol. 25, n° 4**  
Numéro au catalogue 82-003-X (HTML | PDF)

**Profil de la santé, n° 1**  
Numéro au catalogue 82-228-X (HTML)

### Nouvelles études

Tendances des frais de soins de santé non remboursés au Canada, selon le revenu du ménage, de 1997 à 2009  
**Rapports sur la santé**

Obstacles perçus à l'obtention de soins primaires chez les Canadiens de l'Ouest atteints de maladies chroniques  
**Rapports sur la santé**



### **Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada**

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2014. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>